

Chers compatriotes.

Conditionnés par leurs héritages physiques et culturels, contraints par une société hiérarchisée, prisonniers de la compétition militaire et industrielle, les êtres humains ont trouvé dans la possession de biens et d'argent une forme de sécurisation pour la vie quotidienne face à un avenir incertain. Mais, comme pour les armes, leur pulsion de distinction et de domination a tôt fait d'engendrer une dérive vers l'accumulation et l'utilisation de la richesse pour asseoir et transmettre des positions avantageuses, pour manipuler le monde et en jouir. Personne n'échappe à la nécessité d'avoir de l'argent pour satisfaire ses besoins primaires et secondaires, tout le monde aimerait en avoir un peu plus, les plus grandes révolutions ont eu lieu pour cela. C'est pourquoi la pression capitalo-financière, cette quatrième pression politique dont il est question ici, s'est toujours très bien défendue face à ses contempteurs religieux et politiques pour atteindre aujourd'hui une puissance phénoménale.

La recherche de signes distinctifs individuels et collectifs dès les premiers temps de l'humanité est allée de pair avec le développement de l'idée de possession : ceci est mon arme, ceci est mon bijou, celle-ci est ma femme, celui-ci est mon enfant ! La notion de propriété s'est instituée avec la sédentarisation liée à l'agriculture, l'élevage et la construction de bâtiments. On ne saurait blâmer la société d'avoir développé un droit de la propriété pour protéger le travail de chacun mais on s'est vite rendu compte à l'usage que ce droit stimulait l'accumulation, l'accaparement, la surproduction et conduisait des pans entiers du corps social au dénuement et à la dépendance. Un pas supplémentaire a été franchi avec l'invention de la monnaie qui a permis de thésauriser et de spéculer : des fortunes se sont constituées, des banques ont ouvert, des empires financiers ont été fondés. Le règne de l'argent-roi a doté les possesseurs de capitaux d'une influence majeure sur l'évolution des sociétés. Pour résister à cette pression capitalo-financière qui corrompt et crée des fractures sociales, diverses techniques et divers niveaux de redistribution ont été utilisés.

À l'origine, impôts et taxes avaient en principe pour finalité d'assurer le train de vie des pouvoirs en échange de la sécurité et de la protection. En réalité, ils ont très tôt financé leurs appétits de conquête militaire et leurs dépenses d'apparat si bien que l'obtention de la contribution fiscale a vite été assimilée à du racket, notamment en France où l'Histoire a été façonnée par un pouvoir central très distant. La Révolution française a cassé le fonctionnement aristocratique mais elle a fait du droit de propriété un principe fondateur. En ce sens, elle a ouvert la voie pendant la Révolution industrielle à un capitalisme bourgeois débridé et, par voie de conséquence, à l'émergence de théories politiques anticapitalistes. Le collectivisme, issu du marxisme et appliqué dans sa version communiste au 20^{ème} siècle, n'est pas redistributif mais égalitariste. Son échec n'est pas vraiment une surprise tant il est illusoire et contreproductif de vouloir annihiler les ambitions individuelles et associatives. Il faut plutôt regarder du côté du mutualisme, de la pensée proudhonienne, pour trouver l'objectif d'une réduction des inégalités sans abolition de la propriété privée et sans négation de la liberté économique et politique. La Sécurité Sociale, qui est un mutualisme étatique, puis ce que l'on a appelé l'État-Providence, ont façonné les sociétés démocratiques d'aujourd'hui mais on constate de nombreux effets pervers tels que la déresponsabilisation, la fraude, la complexité fiscale, le gaspillage. On constate aussi et surtout le maintien voire l'accroissement à la fois de rentes capitalistiques incroyables et de situations de grande pauvreté.

On sait bien que « l'argent va à l'argent » c'est-à-dire que l'argent octroie des facilités pour gagner encore plus d'argent. L'obtention aisée de prêts bancaires, les placements mobiliers et immobiliers, les investissements économiques, l'optimisation fiscale, les informations exclusives, la protection juridique concourent à augmenter rapidement la fortune des plus fortunés. C'est une véritable distorsion de concurrence, un biais dans la société libérale qu'il revient à l'État de corriger, d'autant plus que la plupart des fortunes résultent d'héritages. En réalité, une forme d'aristocratie financière persiste et œuvre dans la discrétion pour maintenir des lois et une fiscalité à son avantage. Parallèlement, la sortie de la pauvreté reste très difficile. Cet écart de patrimoine, de

revenus et de chances devient abyssal et intolérable au point que même les États-Unis cherchent à rétablir une fiscalité plus juste vis-à-vis des personnes très riches. La France aussi doit sortir de l'idéologie de la baisse des impôts des plus riches, une des plus lamentables arnaques des temps modernes. Il est nécessaire de pratiquer un écrêtement annuel des fortunes, parallèlement à un renforcement des mesures de lutte contre les paradis fiscaux.

Je propose la création d'un Impôt d'Écrêtement des Grosses Fortunes. Il consistera en un impôt annuel progressif de 2 à 5% sur les patrimoines supérieurs à 1 million d'euros, sachant que des économistes tout à fait sérieux prônent plutôt un taux de 10% par an. La résidence principale ne sera pas exonérée mais le paiement de l'impôt la concernant pourra être reporté, si besoin jusqu'au moment de sa vente ou de sa transmission aux héritiers. De même pour les parts d'une entreprise que la personne millionnaire aurait elle-même créée. Nous comptons en France près de 2 millions et demi de millionnaires en patrimoine, ce qui correspond à environ 1 million de ménages. Le rendement de l'Impôt d'Écrêtement des Grosses Fortunes devrait être d'environ 50 milliards d'euros par an soit environ dix fois plus que l'impôt sur la fortune symbolique qui existait avant que M. Macron ne le supprime pitoyablement. Je crois raisonnable de penser qu'un millionnaire pourra accepter de verser chaque année 20.000 euros pour la solidarité nationale. Il l'acceptera d'autant plus volontiers si cet argent sert à financer du travail pour les chômeurs de longue durée, comme je le propose avec le Grand Plan Emploi Publical, ma mesure n°4, à financer également par exemple le Revenu de Base Étudiant, ma mesure n°16, ou un Chèque Art et Sport pour tous les adolescents, ma mesure n°1. Les citoyens payent volontiers l'impôt à condition qu'il soit dépensé à bon escient.

Voilà, la clef politique n°19, c'est la pression capitalo-financière, qui découle du principe de propriété et de l'accumulation des biens et de l'argent. Des banques, des grandes entreprises, des individus possèdent aujourd'hui des avoirs financiers démesurés face auxquels les États résistent difficilement, grâce à l'impôt et à la redistribution. La réduction des inégalités n'est pas seulement un objectif moral, elle

est aussi un levier de dynamisme économique et une voie de sauvegarde de la liberté face à la dictature de l'argent. Nous pouvons agir pour cela en écrétant chaque année les plus grosses fortunes qui enflent presque automatiquement, tant l'argent attire l'argent. Demandons sans hésitation à nos concitoyens millionnaires de participer franchement à l'effort national !

Je vous remercie de votre écoute et je vous donne rendez-vous le 28 décembre prochain pour la clef n°20. Je vous dis donc : à bientôt !